

Gérard Boismenu, *Le duplessisme*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981.

Lizette Jalbert

Volume 1, numéro 1, janvier 1982

Les intellectuels et les pouvoirs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040396ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040396ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jalbert, L. (1982). Compte rendu de [Gérard Boismenu, *Le duplessisme*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981.] *Politique*, 1(1), 102–109. <https://doi.org/10.7202/040396ar>

Gérard Boismenu, *Le duplessisme*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981,

Il aura fallu attendre vingt ans pour que le Québec produise son premier ouvrage d'analyse critique consacré entièrement à la période duplessiste et rédigé en français. Certes, Gérard Boismenu lorsqu'il entama la préparation de son important volume de plus de 400 pages n'était pas le premier à s'attaquer au sujet. Les Rumilly et Black nous avaient laissé un matériel monumental sur le duplessisme, limité toutefois par son caractère descriptif ou simplement anecdotique et par son approche trop strictement apologétique. L'intéressante étude de Herbert Quinn, *The Union Nationale*, restait quand à elle inaccessible au public unilingue francophone, ce qui réduisait son utilisation

au niveau de l'enseignement, en particulier. On pourrait mentionner d'autres auteurs tels Bergeron, Roberts, St-Aubin, Laporte, Cardinal, Lemieux, Sauvageau, Posgate et McRoberts dont l'apport n'est pas négligeable mais, ou bien souffre à un degré ou à un autre des lacunes déjà signalées, ou bien n'entre tout simplement pas dans la catégorie des analyses en profondeur. À cette liste incomplète d'auteurs, il s'en ajoute encore quelques-uns parmi les principaux qui, sans avoir traité du sujet en exclusivité, présentent néanmoins un intérêt scientifique plus marqué, pensons aux travaux de Laurin-Frenette, de Bourque et Legaré, de Monière, de Denis.

Dans ce contexte de la production intellectuelle québécoise, on ne peut que saluer la parution récente aux Presses de l'Université de Montréal de l'ouvrage dorénavant essentiel de Gérard Boismenu. Remarquablement bien documenté, *Le duplessisme*, nous introduit à l'histoire sociale et politique du Québec de l'après-guerre par le biais d'une étude détaillée de la politique économique sous Duplessis, pièce maîtresse de la politique générale de ce régime. Il est peu commun qu'un ouvrage de politicologue ou de sociologue utilise les données et l'approche économique avec autant d'assurance. Il est surtout devenu peu habituel de trouver chez les spécialistes des sciences sociales une approche qui tente et réussit à intégrer les différentes dimensions de la réalité sociale dans le but d'en arriver à une compréhension d'ensemble. C'est une des principales qualités de ce livre que d'être parvenu à donner du phénomène duplessiste une vision globale. En ce sens et fort heureusement, il est difficile d'étiqueter cette étude selon les canons de nos très contraignantes disciplines.

Gérard Boismenu semble également fort à l'aise pour traiter de son sujet à l'aide des concepts les plus sophistiqués de la théorie moderne. Il manie ceux-là sans créer de fossé insurmontable entre l'aspect théorique et empirique de sa re-

cherche. Il n'en demeure pas moins que dans une large mesure ce savant volume s'adresse avant tout à un public de spécialistes qui sauront, lorsque c'est nécessaire, combler les interstices des présentations théoriques quelquefois trop capsulées. Ce genre de recherche a si longtemps été censuré au Québec (considéré comme non publiable) pour que l'on songe à reprocher lourdement à l'auteur son hermétisme face au grand public. D'ailleurs, le choix de la maison d'édition ne présente pas grand risque que cette littérature tombe dans les mains de non initiés.

L'ouvrage que nous présentons aujourd'hui participe au nouveau courant de la science sociale contemporaine québécoise qui tente de renouveler la perspective d'analyse des phénomènes sociaux et politiques qui concernent le Québec. En effet, *Le duplessisme* s'inscrit à l'intérieur d'une problématique qui se situe en rupture avec une certaine tradition intellectuelle dominante. Cette tradition que l'on pourrait, faute de meilleur terme, qualifier d'ethnocentrique consiste à considérer le Canada et le Québec comme «deux structures dissociables et même indépendantes». À contre-courant de cette tradition, Gérard Bois-menu pose comme exigence essentielle à la compréhension des phénomènes qu'il étudie la prise en compte de la réalité historique de l'insertion structurelle de l'espace régional québécois dans l'ensemble de la formation sociale canadienne et de l'organisation fédérative de l'État canadien. Ainsi, le duplessisme comme forme de gouvernement (terme que l'auteur semble préférer à celui de forme de régime pourtant plus englobant) et la politique économique qui la caractérise seront bien saisis comme phénomènes spécifiques à la réalité économique, politique et idéologique québécoise, mais ils ne prennent leur sens véritable que dans leur articulation à la structure des rapports sociaux, au déroulement de la lutte des classes, ainsi qu'à la configuration des rapports de pouvoir dans l'ensemble canadien.

Dans la première partie de l'ouvrage, au chapitre traitant de l'État canadien, on peut être pour l'essentiel d'accord avec Gérard Boismenu sur la critique qu'il adresse à la conception stratifiée du bloc au pouvoir et de l'exercice du pouvoir d'État. Il est vrai que le bloc au pouvoir au Canada se structure autour de types particuliers d'alliances constituées à *tous* les niveaux de l'appareil d'État sans qu'un niveau (provincial ou fédéral) puisse être identifié à l'avance à des intérêts spécifiques, par exemple, le niveau provincial à la moyenne bourgeoise, le niveau central à la bourgeoisie monopoliste. À cet égard, depuis 1867, certains États provinciaux, en liaison étroite avec l'État central, ont concentré plus que d'autres les intérêts de la fraction hégémonique et donc mis de l'avant la ligne politique dominante de la politique bourgeoise. On peut toutefois se demander si l'auteur tient suffisamment compte des problèmes que soulève pour l'unité du pouvoir et de l'hégémonie bourgeoisie, la question de la dispersion de l'organisation et de la représentation de la classe dominante dans la situation de double État. S'il prend également suffisamment en considération les décalages qui s'établissent entre les alliances spécifiques conjoncturelles au niveau provincial et leur transposition en termes de représentativité des classes sur la scène politique. Enfin, s'il juge à leur juste mesure les écarts entre la domination économique et la domination idéologico-politique. Ces quelques remarques semblent pourtant davantage s'appliquer à la manière dont Gérard Boismenu aborde son sujet sur le plan de l'approche théorique. Dans ses analyses concrètes concernant le Québec, ces aspects nous paraissent avoir été traités plus efficacement.

On appréciera également la richesse d'information et d'analyse que contient la deuxième partie de l'ouvrage. Celle-ci porte sur la politique économique et les transformations des rapports de classe. Elle constitue le cœur de la recherche. C'est au cours du premier chapitre que seront expliquées les tendances

dominantes de la politique économique canadienne et québécoise en fonction du type d'alliance de classe sur lequel elles s'appuient. Tandis que le gouvernement central dirigé par le Parti libéral adopte une politique économique d'inspiration keynésienne, le gouvernement provincial québécois sous l'Union nationale suit une orientation libérale de capitalisme privé. Les différences de ligne politique varient à l'intérieur des limites posées par l'organisation concrète du bloc au pouvoir au Canada et s'incarnent dans des types d'alliance de classe spécifique. En menant une politique keynésienne, le gouvernement central traduit la position hégémonique de la bourgeoisie compradore au sein du bloc au pouvoir et de la grande bourgeoisie canadienne. Tout en s'inscrivant dans l'exercice de cette hégémonie et dans la politique de dépendance qu'elle exprime, le type d'alliance de classe au niveau provincial québécois représente les intérêts de la fraction conservatrice de la grande bourgeoisie. C'est elle qui détermine l'orientation libérale de la politique économique suivie par le gouvernement du Québec, même si cette ligne est devenue minoritaire au sein du bloc au pouvoir. Cette orientation libérale est de plus appuyée par la moyenne bourgeoisie québécoise, de même que par l'Église.

C'est dans la dernière partie de l'ouvrage que Gérard Boisvenu élabore de manière plus complète l'analyse de la complexité de l'alliance spécifique incarnée par le gouvernement Duplessis. Dans cette partie, l'auteur concentre son attention au niveau des rapports directement politiques. Il démontre, en particulier, comment le mode d'exercice du pouvoir sous le régime Duplessis s'organise sur la scène politique du Québec. S'il souligne avec justesse les possibilités de décalage entre les intérêts politiques réels des classes et leurs représentations partisans, il n'insiste pas suffisamment, nous semble-t-il, sur les contraintes objectives et subjectives qui poussent certaines classes et fractions à s'abstenir, par stratégie politique, de se donner une orga-

nisation propre de pouvoir. Cela nous paraît être le cas durant la période de dominance électorale de l'Union nationale. Ici, la question nationale est déterminante. L'Union nationale n'ayant jamais été, ni le parti de la fraction hégémonique com-pradore, ni même celui d'une fraction conservatrice de la grande bourgeoisie canadienne. L'Union nationale est demeuré le parti de la moyenne bourgeoisie québécoise qui, sans le coloniser mas-sivement, en a constitué, avec la petite bourgeoisie de profes-sion libérale, un élément essentiel, numériquement mais sur-tout qualitativement.

Étant donné l'inarticulation immédiate de la domination économique franche de la grande bourgeoisie canadienne, toutes fractions confondues, et la domination idéologico-politique qu'exerce sur le peuple la moyenne bourgeoisie québécoise et l'Église, la grande bourgeoisie, et la fraction hégémonique en particulier, n'a eu d'autre choix que d'utiliser les organisations de pouvoir d'autres classes. L'Union nationale, en tant que parti, se pliera de bonne grace à ces manœuvres. Ici prennent tout leur sens les contradictions de la bourgeoisie et l'efficace considérable, bien plus qu'en retour, du politique par rapport à l'économique. Ici également se mesure le rapport de l'hégé-monie au sein du bloc au pouvoir et de l'hégémonie sur l'en-semble de la société. C'est Poulantzas confronté à Gramsci. Quoi qu'il en soit des querelles d'école, il nous semble, quant à nous, que le rapport de préséance de l'une des dimensions vis-à-vis de l'autre n'est pas déterminé d'avance et doit être évalué selon la conjoncture. Cette conjoncture étant, en ce qui nous concerne, intimement liée à la question nationale, c'est-à-dire, à la nécessité pour les classes et fractions économiquement domi-nantes de masquer justement cette dominance en fonction de leur infériorité numérique et de la division culturelle et sociale des classes et fractions au pouvoir.

Nous touchons maintenant une autre question cruciale retenue par l'étude de Gérard Boismenu. Comment, en pratique, le mode d'exercice du pouvoir sous Duplessis est-il rendu possible? Comment ce régime est-il amené à satisfaire les intérêts dominants du bloc au pouvoir au Canada? Nous sommes en accord avec Gérard Boismenu sur l'analyse qu'il nous offre du rôle éminemment central du Premier ministre Duplessis au sein du fonctionnement de la politique gouvernementale. Si, comme la page de garde le suggère, l'auteur évite de ravalier l'analyse de la période duplessiste à un simple phénomène d'autoritarisme personnel, il n'en demeure pas moins que le mode duplessiste d'exercice du pouvoir ne peut être compris sans retenir la place qu'y occupe Duplessis, non comme individu doué de qualité de chef, mais comme personnification d'un pouvoir assis sur une alliance complexe dans une situation complexe. Cela revient à dire, dans nos propres mots, que dans ce contexte les rapports entre le capital et l'État peuvent s'établir indirectement, c'est-à-dire, par dessus les barrières institutionnelles de l'appareil d'État provincial et en marge des contraintes à la fois de la scène politique et de la configuration régionale de l'alliance au pouvoir. C'est dans la mesure où Duplessis parvient à concentrer dans ses mains tous les pouvoirs, en court-circuitant son propre parti et son personnel politique, qu'il devient le lien quasi exclusif de l'État avec les fractions du capital anglo-canadien et américain. C'est ce mode de fonctionnement qui dispense ces fractions dominantes d'établir des liens organiques de représentativité avec le parti au pouvoir.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'importance que Gérard Boismenu accorde avec justesse à l'Église comme partie prenante de l'alliance spécifique incarnée par le gouvernement Duplessis et du bloc au pouvoir canadien. Il y aurait surtout beaucoup de chose à retenir sur la manière dont il rompt radicalement avec la problématique traditionnelle de l'omniprésence

de la petite bourgeoisie au sein des rapports de pouvoir et de l'analyse du fonctionnement de la politique au Québec. Mais il faut bien que les futurs lecteurs découvrent par eux-mêmes les multiples facettes de cette riche analyse qu'est *Le duplessisme*. Nous en resterons donc là.

Lizette Jalbert
Université du Québec à Montréal